

# DECLARATION CGT à l'UFIP

## CPNE du 24 septembre 2020

● BRANCHE PETROLE (3001)

**M**ême si bon nombre de salariés la sentait imminente, l'annonce brutale de l'arrêt des activités de raffinage de pétrole à Grandpuits est catastrophique pour l'emploi en Seine-et-Marne et plus largement pour l'Industrie française et le climat.

Car oui, ce sont bien **des centaines d'emplois directs et indirects** que Total veut faire disparaître au moment-même où le pays traverse une crise sanitaire et économique destructrice pour l'emploi qui va jeter plusieurs centaines de milliers de français dans la précarité.

Les jeunes resteront donc au pied de nos usines, diplôme à la main, à attendre une embauche pendant que le groupe TOTAL se targue déjà dans la presse de ne licencier personne.

**Personne ?** C'est vite dit, et cette déclaration démontre le peu de considération que porte TOTAL à ses sous-traitants. Car la CGT prend très peu de risque en déclarant que, outre les nombreuses fins de contrats de salariés intérimaires travaillant sur le site de Grandpuits, il y aura de nombreux licenciements chez nos collègues sous-traitants si le projet est mené à son terme.

Mais la perte d'emplois dans un moment si difficile n'est pas la seule chose qui inquiète la CGT. L'utilité du raffinage de pétrole à Grandpuits n'est plus à prouver. Même si la consommation de produits pétroliers déclinera en France d'ici à 2040, les prévisions de l'AIE, entre autres, démontre que les raffineries qui aujourd'hui se limitent à couvrir 60 % de la demande française, seront encore nécessaires à cette échéance. **Ce qui signifie que le raffinage de pétrole à Grandpuits est encore utile au bas mot pour les 15 à 20 prochaines années.**

Les produits fabriqués à Grandpuits répondent encore aux besoins sociaux et économiques du pays et seront donc compensés à 100 % par des importations, déjà les plus importantes

d'Europe dans notre pays, comme cela a déjà été le cas pour Total Flandres et La Mède, Pétroplus ou Lyondell. Alors même que Grandpuits fonctionne en circuits courts, la norme à venir sera de déplacer ces productions dans des pays où règne le dumping social et environnemental, comme la Russie ou le Moyen-Orient. Et pire, acheminer ces produits jusqu'aux endroits où ils seront consommés laissera une empreinte carbone sans précédent et aggravera la situation climatique.

**Est-il utile de rappeler que le Président Macron a récemment appelé à rapatrier les productions sur le sol national et que certains membres du Gouvernement ont fait de belles déclarations sur le besoin d'indépendance énergétique en France pendant le confinement ?** Aujourd'hui, TOTAL fait l'inverse de ce que certains élus politiques ont réclamé dans un moment de lucidité !

Les plans de réduction des coûts que TOTAL a fait subir au raffinage depuis 2012 ont eu des conséquences catastrophiques sur l'investissement quasi nul à Grandpuits, mais aussi sur la maintenance et l'entretien de l'outil de travail. A tel point que depuis plusieurs années, il est de plus en plus compliqué pour les salariés du site d'exploiter leurs unités sereinement.

- ▶ **Les conditions de travail se sont dégradées et les charges de travail ont augmentées.**
- ▶ **Les déclenchements dûs à des problèmes techniques sont nombreux et les redémarrages sont de plus en plus longs et pénibles.**
- ▶ **Certains salariés disent venir travailler la boule au ventre. Cela a pour conséquence que la fatalité, voire la résignation, se sont installées dans l'esprit de nombreux salariés jusqu'au point où certains d'entre eux prennent cette nouvelle comme un soulagement.**

**TOTAL A PRÉPARÉ LES ESPRITS ET VISIBLEMENT, A RÉUSSI À FAIRE OUBLIER À BEAUCOUP DE SALARIÉS LE BESOIN DE CONSERVER UNE PRODUCTION UTILE ET QUI RÉPOND AUX BESOINS DES FRANÇAIS.**

**La CGT n'est pas dupe et elle continuera de défendre l'Industrie dans son ensemble face à l'appétit grandissant des actionnaires qui réclament toujours plus de dividendes années après années.**

Justement, si TOTAL a volontairement mis de côté l'intérêt industriel dans sa réflexion, qu'en est-il de ses intérêts financiers ?

La réponse est claire, ce sont eux qui ont guidé TOTAL dans la construction de son projet. Après 2 ans de production d'agrocarburants à La Mède transformée en « bio-raffinerie », le constat est sans appel.

➔ ***Fabriquer une tonne de produits à La Mède est plus valorisant et juteux que de fabriquer une tonne de produits issue d'une raffinerie classique comme celles d'Anvers en Belgique ou de Leuna en Allemagne, ces sites étant pourtant les plus gros contributeurs de cash dans le raffinage de TOTAL.***

Ces résultats bien au-delà des espérances de TOTAL pousse le groupe à aller plus vite dans sa transformation et son « greenwashing ».

Même si la CGT n'est pas opposée à la diversification des activités et l'adaptation des productions aux besoins et aux consommations, cette mutation ne doit pas se faire au détriment des activités utiles et répondant aux besoins de la population.

Le refus de TOTAL d'investir dans le pipeline de pétrole brut qui relie le site de Grandpuits au terminal pétrolier du Havre est un choix politique car le groupe a les moyens pour le faire. Preuve en est, le montant du budget de la reconversion avoisine celui du remplacement de ce tuyau long de 260 km.

Cette annonce fracassante s'ajoute à celle qui est en train d'être faite par le groupe EXXONMOBIL, avec un objectif mondial de réduction d'effectifs de 10 %. Un comité européen EXXONMOBIL se tiendra dans quelques jours, où seront faites des annonces qui, selon la CGT, impacteront entre 200 et 250 postes directs en France, soit plusieurs centaines d'emplois indirects supplémentaires. Là aussi, selon cette même logique de maximisation des profits, on organise la concurrence au niveau mondial, au mépris du financement de notre protection sociale qui a pourtant montré son utilité durant le confinement COVID et aujourd'hui encore, mais que les financiers du pétrole refusent de payer pour gaver les actionnaires privés.

Elle s'ajoute aussi à celle qui sera peut-être faite au Comité Européen de TOTAL le 29 septembre où on s'attend à un plan européen de suppression d'emplois.

**F**ace à ces choix arbitraires, les politiques et la chambre patronale UFIP doivent réagir.

**Laisser faire la finance au détriment de l'industrie, c'est se rendre complice d'une casse industrielle organisée et d'une délocalisation de productions et d'activités qui viendront À NOUVEAU FRAGILISER la situation de la France, tant sur le terrain économique, social qu'environnemental.**